

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et de M. George Bush, Président des Etats-Unis notamment sur l'évolution de l'Europe de l'Est, le problème de la réunification de l'Allemagne, le conflit du Liban et les relations avec la Chine, Saint-Martin, le 16 décembre 1989.

Mesdames et messieurs,

- Nous venons d'achever notre conversation politique, et de parler pendant quelques heures des sujets qui nous paraissent s'imposer, que l'actualité nous propose. Vous en avez déjà la liste en tête. D'abord l'évolution de l'Europe, et naturellement de l'Europe de l'Est, et particulièrement de l'Allemagne de l'Est, sans oublier les autres pays.

- A partir de nos récentes rencontres avec M. Gorbatchev, des conclusions ou des supputations que nous en tirions, nous avons confronté nos points de vue, et nos impressions.

- Nous avons abordé en même temps tous les sujets qui s'y raccordent. La CSCE, la négociation sur le désarmement, les diverses formes de désarmement. Les formes d'aides, notamment la banque à l'égard des pays de l'Est. Et puis, sortant de ce problème au demeurant dominant, nous avons traité d'autres questions comme le Liban par exemple, examiné l'évolution des esprits au regard de l'ensemble des problèmes qui se posent pour la paix.

- Nous avons parlé des diverses déclarations récentes du secrétaire d'Etat, M. Baker, de ce que nous en pensions mutuellement, de ce que l'on pouvait faire, pour tenir compte de l'évolution rapide des événements et des situations. Il serait stupide de se laisser dépasser ou déborder par l'événement, et en même temps il faut de la mesure. Les choses vont vite, elles sont allées vite ces dernières semaines, elles peuvent encore aller vite ces prochaines semaines.

- Examinons sérieusement ce qui se passe au jour le jour, sans perdre de vue la perspective souhaitable. Voilà, c'est une énumération descriptive que je fais là, désirant réserver aux journalistes qui se sont déplacés à Saint-Martin le soin de mettre l'accent sur les points qui les intéressent. Mais je voudrais dire aussi le plaisir que j'ai eu à recevoir le Président George Bush, le plaisir et l'honneur que j'en ai ressentis pour notre pays puisque nous sommes ici chez nous, Français, et que notre voisin et ami, ami personnel aussi, est venu parler de nos expériences acquises au cours de ces jours difficiles de nos sentiments et de nos valeurs. Et je dois dire que sur la plupart des plans, nous nous sommes trouvés en bonne harmonie, et capables de développer une politique commune, non seulement entre nous, mais avec d'autres. Je veux donc répéter ici le grand agrément que nous avons eu à Saint-Martin à pouvoir recevoir George Bush, non seulement en raison de sa personne, mais aussi en raison du peuple qu'il représente. Cela s'est passé très simplement, comme vous le voyez, comme chaque fois. J'ai retrouvé un peu ici le climat qui avait présidé à notre rencontre de Kennenbunkport, dans la maison de Mme et de George Bush. Cela continue exactement sur ce ton-là et je souhaite vivement que cela continue longtemps.\

M. BUSH.- Merci, monsieur le Président. Permettez-moi simplement de vous remercier de votre

hospitalité ainsi que de remercier tous les autres ici à Saint-Martin, et de vous dire que comme dans le cas de nos entretiens préalables, c'est-à-dire non seulement dans le Maine, mais également à Paris, lors de votre célébration magnifique ainsi qu'au siège de l'OTAN, j'ai beaucoup appris. Je peux dire à ce groupe éminent que j'estime que la France et les Etats-Unis voient ces mutations dynamiques en cours pratiquement avec le même regard, et j'ajouterai que je pense également qu'il est important que la France et les Etats-Unis soient proches au moment où nous parlons des mutations qui se déroulent. Je vous remercie, monsieur le Président, de votre hospitalité chaleureuse, je n'ai qu'une chose dont j'aimerais me plaindre, c'est que nous devions quitter ce paradis sous peu, mais c'était tout à fait remarquable de votre part d'être venu de si loin, et au nom de la délégation américaine je vous remercie très sincèrement, monsieur le Président.

- QUESTION.- Monsieur le Président, je crois comprendre qu'il y a un domaine de désaccord entre vous deux, c'est sur le sujet des contrôles des augmentations des produits très délicats, à caractère délicat qui sont exportés vers l'Europe de l'Est, il s'agit des réglementations du COCOM, monsieur le Président, puisque vous faites certaines ouvertures dans d'autres directions, est-ce que vous pensez qu'il est temps d'assouplir cette réglementation et, Président Mitterrand, pourriez-vous répondre, est-ce que vous êtes plus proche, vos propositions sont plus proches aujourd'hui qu'elles ne l'étaient avant la réunion ?

- M. BUSH.- Premièrement je dois dire que je n'ai pas eu de discussion avec le Président de la France à ce propos. Deuxièmement, nous devrions et nous allons revoir notre participation au COCOM et les discussions qui ont lieu dans le cadre du COCOM. Il continue d'y avoir des intérêts en matière de sécurité nationale, des intérêts légitimes que l'on doit préserver. Je ne pense pas vraiment que nous soyons en désaccord du tout avec la France sur ce point. Mais je crois qu'il est opportun maintenant de revoir certaines des contraintes de nature commerciale.

QUESTION.- Lorsque vous avez promis à M. Gorbatchev certaines concessions commerciales comme par exemple le statut d'observation au sein du GATT. Depuis quelques jours les participants du congrès des parlementaires semblent s'éloigner ou s'écarter de la Perestroïka. Vu ce que vous avez promis, est-ce que cela est conditionné par certaines évolutions en Union soviétique ?

- M. BUSH.- Oui cela est conditionné par certaines choses qui se passent dans le monde, par une évolution nécessaire à l'intérieur de l'Union soviétique. Mais je ne dirais pas que de mon point de vue, depuis deux jours il y a eu des événements qui ont tendance à renier ou à nier l'espoir que j'ai à entretenir des liens commerciaux avec l'Union soviétique selon l'orientation indiquée par le Président Gorbatchev.

- LE PRESIDENT.- Je répondrai dans le même esprit. Oui, la situation changeant, il est normal que nos réglementations s'assouplissent. Dans quelles mesures, à quelle allure, dans quel domaine ? Cela reste du domaine de la discussion diplomatique et technique entre nous.

QUESTION.- Il était question du dialogue européen mercredi à Paris. Quelles sont les réalisations que vous allez voir déboucher de ce dialogue, et j'aimerais adresser cette question au Président Bush. Est-ce que vous espérez qu'il y ait un dialogue entre Israël et les Palestiniens ? Avez-vous bon espoir que ce dialogue ait lieu ?

- LE PRESIDENT.- Cela n'a pas été du tout au centre de nos conversations, bien que ce soit un sujet très important. On ne pouvait pas parler de tout. Nous nous sommes attardés sur le Liban. Par voie de conséquence, nous avons, en effet, parlé d'Israël. Mais le problème d'Israël par rapport aux pays arabes n'a pas été posé d'une façon suffisamment claire pour que je puisse vous apporter des éléments nouveaux.

- Donc, parlons du Liban, si vous voulez. Pour le Liban nous avons rappelé nos positions que j'ai moi-même exprimées à la télévision française, pour l'opinion de mon pays en disant que j'avais soutenu et que nous avons soutenu les accords de Taef. Nous avons reconnu les différents éléments d'application de ces accords, à partir du moment où les parlementaires libanais les ont admis, ont procédé à l'élection d'un Président de la République, puis d'un autre, lesquels ont désigné un gouvernement. La légitimité est là. Légitimité qui ne peut trouver sa justification que dans la recherche du dialogue et de la paix civile entre Libanais qui doit donc exclure toute

dans la recherche du dialogue et de la paix civile entre Libanais, qui doit donc exclure toute intervention étrangère. Mais je le répète la légitimité est là. J'ai exprimé cette opinion par écrit au Général Aoun. Nous Français, nous nous sentons très proches de tous les Libanais et particulièrement de ceux qui se sentent menacés. Ce ne sont pas toujours les mêmes au même moment. Nous pensons que la meilleure garantie pour tous, c'est la loi, la légitimité, l'ordre constitutionnel. Nous pensons qu'il serait sage pour chacun de reconnaître cette loi suprême. En tout cas, telle est la position de la France. J'en ai parlé au Président Bush et je ne crois pas que nous nous soyons trouvés en désaccord sur ce sujet.

- M. BUSH.- Non, puisque la question m'était adressée, je répondrai que oui. C'est justement l'objet des cinq points de M. Baker et c'est également ce que je cherchais à faire M. Moubarak, à savoir faire en sorte que le dialogue, la discussion puisse être amorcée sur la Cisjordanie, en incluant les Palestiniens dans la discussion. Donc, nous sommes favorables à ceci et nous espérons que les réunions que le secrétaire Baker aura l'année prochaine avec les ministres des affaires étrangères, fera en sorte que le processus de paix pourra progresser. C'est une chose envers laquelle nous sommes engagés.

- LE PRESIDENT.- Il me sera facile d'ajouter mon opinion très brièvement rapportée. On ne réglerait pas le problème des Palestiniens sans les Palestiniens.\

QUESTION.- J'aimerais demander au Président Bush, car je crois qu'il y a un problème entre la Libye et la France, je crois également qu'il y a un problème entre les Etats-Unis et la Libye. Est-ce que vous avez un point de vue, est-ce que vous partagez votre point de vue quant aux relations, aux rapports qu'il faut entretenir avec la Libye ?

- LE PRESIDENT.- Nos rapports avec la Libye ont été assez compliqués. Il y a eu la guerre du Tchad. Nous avons soutenu l'effort des dirigeants tchadiens en vue de reconquérir leur indépendance, leur souveraineté et l'unité de leur pays. Ce qui a fait que nous avons contrarié les ambitions de la Libye. Ce qui a, en effet, créé un climat difficile. Mais cette guerre a été gagnée par les Tchadiens.

- Ce pays est devenu ce que nous attendions de lui, libre et souverain. Il a retrouvé son unité, on peut donc considérer que notre action a rempli son objet. Il a fallu cinq ans de patience et de luttes, mais c'est fait. En même temps disparaissait un objet de litige avec la Libye. Si bien entendu ce pays éprouvait des sentiments de revanche à l'égard du Tchad, il se retrouverait exactement dans la même situation par rapport à nous.

- D'autres événements se sont produits, qui ont davantage touché les Etats-Unis d'Amérique. Je pense qu'il ne m'appartient pas de m'exprimer moi à ce sujet. On ne peut qu'espérer voir l'ensemble des pays du Maghreb et de l'Afrique du Nord préférer les chemins de la paix, le refus de tout terrorisme aux moyens de la guerre ou du désordre international. C'est dans ce sens que notre diplomatie continue d'exercer un dialogue souvent cahoté avec les dirigeants libyens. Mais j'exprime un espoir, pourquoi cela ne cesserait-il pas ? Bien entendu dans le respect du droit des gens.

- M. BUSH.- Nous n'avons pas changé notre point de vue sur la Libye. Je sais que certains pays font, disons certaines ouvertures en direction de la Libye aujourd'hui. Nous n'avons pas vu de preuves convaincantes que la situation est telle qu'on souhaiterait qu'elle soit, à savoir qu'ils renoncent à la terreur et au terrorisme international. Jusqu'à ce que nous le constatons, il n'y aura pas d'amélioration des relations entre les Etats-Unis et la Libye.\

QUESTION.- Monsieur le Président, quelle est votre réaction après les propositions ou les suggestions du secrétaire d'Etat américain Baker à Berlin quant à la réforme de l'OTAN et quant à la construction de l'Europe de plus en plus vite et de plus en plus ouverte ?

- LE PRESIDENT.- Il y a beaucoup d'éléments contenus dans cette importante déclaration qui rencontrent tout aussitôt mon approbation. C'est très important que l'on prenne conscience du devenir de la Communauté, de l'accélération nécessaire dans le renforcement de ces structures. C'est très important aussi d'apercevoir l'importance qu'a prise la conférence dite "CSCE" sur les mesures de sécurité qui doivent être décidées par l'ensemble des pays d'Europe plus les Etats-Unis d'Amérique et le Canada. Toute une série de ces propositions vont exactement dans le sens de nos propres vues. Nous pensons que le devenir même de l'Europe de l'Est est largement

conditionné par la manière dont les pays de l'Ouest sauront s'organiser, se structurer, coordonner leurs efforts et se doter d'autorités communes.

- J'ai souvent fait cette comparaison, y compris avec le Président George Bush. Si les chevaux de l'attelage ne marchent pas du même pas, il y aura un accident. On doit traiter le problème allemand en particulier et celui de l'Europe de l'Est sur un rythme qui doit être harmonieux avec celui de la construction européenne. Et je dois dire que les interventions de M. Baker à ce sujet me paraissent marquer une grande compréhension des besoins de l'Europe. Ensuite il y a eu la partie qui touchait à l'évolution de l'alliance, au contenu de l'OTAN. C'est un sujet à débattre. Nous ne récusons pas du tout, quand la situation change, que le contenu des alliances puissent changer. Et nous sommes de cette alliance, même si nous y avons un statut particulier. Nous avons pleinement conscience de nos obligations d'alliés. Comme les autres doivent l'avoir aussi, de la même manière.

- Maintenant c'est un sujet à l'étude. Ces idées ont été lancées dans l'opinion publique mondiale et particulièrement européenne. Je n'ai pas encore rencontré mes partenaires européens depuis cette importante intervention. Mais je suis d'accord sur un point, on ne pourra pas en rester au point où nous étions avant l'effondrement de tous les murs qui se dressaient entre les peuples d'Europe. De même que la notion d'antagonistes, d'ennemis, d'éventuels conflits ne se pose plus dans les mêmes termes. Du moins je l'espère. Seulement nous avons besoin, comme le disait tout à l'heure le Président George Bush, de connaître et d'observer l'évolution des prochains mois qui reste tout de même très incertaine, qui a besoin de reposer un moment pour qu'on puisse voir clair dans ce qui se passe. On en aperçoit à l'heure actuelle les grandes directions. On peut prévoir les perspectives. Nous avons besoin que cette démonstration se parachève avant d'en tirer des conséquences diplomatiques et militaires.

- M. BUSH.- Nous avons longuement parlé de l'Europe de l'Est et de l'évolution dynamique qui se déroule en Europe de l'Est et en Union soviétique et je ne tiens pas à m'appesantir dans ma réponse sur ce sujet mais je tiens seulement à dire que je me sens très proche du point de vue exprimé par le Président Mitterrand. Le secrétaire Baker a eu la possibilité de s'entretenir de ce sujet avec le ministre Dumas, et je crois qu'il y a peut-être quelques nuances qui nous séparent mais qu'en ce qui concerne les grands thèmes qui intéressent l'Europe de l'Est, les problèmes qui se posent en Europe de l'Est, je pense qu'on peut dire que nous nous sentons rassurés que le Président et moi-même ayons le même point de vue.\

QUESTION. (Agence haïtienne d'information).- Ma question s'adresse à M. François Mitterrand, lors de votre visite en Amérique du Sud, le Président Perez du Venezuela vous a proposé la tenue d'une conférence internationale sur Haïti, je voudrais savoir si vous en avez parlé à M. Bush et est-ce qu'il vous a donné son accord ?

- LE PRESIDENT.- Nous n'avons pas parlé de tout comme vous le voyez, mais c'est un sujet important qui pourra revenir dans nos prochaines correspondances et nos prochains échanges. Ils ne manqueront pas au cours de l'année 1990.\

QUESTION.- Craignez-vous une recrudescence des attentats aveugles, ou frappant plus précisément des intérêts américains en Europe, et de ce fait avez-vous évoqué les raisons de mieux lutter contre le terrorisme ?

- LE PRESIDENT.- Beaucoup d'informations semblent indiquer qu'il y aurait un certain réveil des intentions terroristes. Particulièrement dans certaines régions du Proche-Orient. Mais de là à passer à l'acte et même à préciser l'intention, la marge est peut-être grande et je ne saurais en préjuger. Je ne sais pas ce qu'il en est. Le devoir des Etats est de se prémunir contre le terrorisme. Et rien ne doit être fait qui puisse affaiblir la défense morale, psychologique, et pratique, de police et de sécurité contre ce danger. Nous avons toujours entretenu sur ce plan comme sur beaucoup d'autres des relations de travail et de confiance avec les Etats-Unis d'Amérique et nous continuerons.

- M. BUSH.- La coopération a été remarquable. J'ai été très heureux hier, on n'en a pas parlé aujourd'hui, d'apprendre que le gouvernement colombien avait réussi à traduire en justice l'homme qui était le troisième narco-terroriste, par son importance en Colombie - il s'agit de M.

Gachez - il s'agit d'un effort très courageux mené par les Colombiens. Il y a des terroristes de toute sorte mais le narco-terrorisme est quelque chose de scandaleux, d'inacceptable et lorsque l'on voit un Président d'un pays assiégé qui a le courage de traduire en justice un tel terroriste je crois qu'on doit lui rendre hommage.\

QUESTION.- En ce qui concerne l'Allemagne de l'Est, est-ce que vous avez des recommandations précises pour empêcher que la situation ne se dégrade, ou ne s'emballe, et il semble que ce soit très différent de ce qui s'est passé en Pologne ou en Hongrie ?

- M. BUSH.- Peut-être que, alors que l'hiver s'annonce, il y a une façon précise de s'y prendre vis à vis de l'Allemagne de l'Est ? Je ne sais pas s'il est une façon précise spéciale de s'y prendre mais à l'OTAN, nous avons énoncé les quatre points qui portent sur la réunification allemande, et la déclaration de Strasbourg, faite lors de la réunion présidée par M. Mitterrand a porté précisément sur cette question. Il est bien évident que s'il y a urgence, en ce qui concerne l'assistance alimentaire, chose qui a été demandée, si cela s'avérait nécessaire nous saurions répondre, et je pense que ce serait le cas de nos partenaire au sein de l'alliance.\

QUESTION.- Monsieur le Président Bush avez-vous maintenant un rapport privilégié avec le gouvernement français, avec le Président Mitterrand, qui pourrait rivaliser avec les rapports dits privilégiés avec le gouvernement de Mme Thatcher, pourriez-vous nous en parler ?

- M. BUSH.- Je vais le dire de la façon suivante. Il n'est pas censé y avoir de rivalités de cette nature. Nous avons évidemment des rapports privilégiés avec le Royaume-Uni, tout le monde le sait et j'aime penser que j'ai un rapport privilégié avec le Président Mitterrand. Je puis vous dire que le fait que l'on puisse simplement se servir du téléphone, chose qu'il a faite lui-même en plusieurs occasions et que j'ai faite à plusieurs occasions pour procéder à un échange de vues tout à fait sincère, il s'est avéré extrêmement utile de part et d'autre. Je parle du moins pour les Etats-Unis. Alors j'espère que les rapports sont privilégiés mais je laisserai le soin au Président de la République de répondre lui-même.

- LE PRESIDENT.- Nous ne nous sommes pas lancés dans une compétition sentimentale et il y a place pour plusieurs amitiés dans la vie. Et je ne vois pas pourquoi forcément on tomberait dans l'excès. Vous connaissez le poète qui a écrit "le coeur innombrable". Il n'est pas innombrable mais on peut quand même avoir le coeur ouvert à plusieurs amitiés. Ensuite, établir un classement n'est pas commode. Il y a aussi un roman français très intéressant et déjà assez ancien, qui s'appelle "la carte du tendre". Eh bien, mesdames et messieurs les journalistes c'est votre affaire de la décrypter cette carte-là, ce n'est pas la mienne. Et je souhaite que nous conservions de bonnes amitiés avec les Etats-Unis d'Amérique, comme nous l'entretiendrons avec la Grande-Bretagne.

- QUESTION.- Est-ce que vous auriez donné cette réponse avant le 20 janvier 1989 ?

- LE PRESIDENT.- Vous avez une mémoire de mes sentiments plus forte que je l'ai moi-même ! Avant l'élection de M. Bush, vous voulez dire ? Je crois comprendre. C'est qu'il faut une triple traduction ! Je m'entendais bien avec M. Reagan, et, aujourd'hui qu'il n'est plus Président des Etats-Unis d'Amérique je ne dirai pas le moindre mot qui puisse paraître en quoi que ce soit restrictif. L'histoire était comme cela. Avec M. George Bush, maintenant, nous travaillons ensemble, je crois dans une très bonne entente. Mais quant à savoir davantage sur ce qui vous intéresse, monsieur, c'est-à-dire la presse du coeur, moi, je ne vous en dirai pas plus.\

QUESTION.- Monsieur le Président Bush, le Général Noriega du Panama qui depuis longtemps empoisonne l'existence des Etats-Unis, cette année vient de déclarer la guerre contre les Etats-Unis. Comment est-ce que vous réagissez face à cet acte outrancier du Général Noriega ?

- M. BUSH.- Je ne réagis pas, je ne réponds pas. J'ai remarqué qu'il a été nommé dirigeant suprême. Cela ne change en rien notre opinion de lui. C'est un trafiquant de stupéfiants qui a été traduit en justice, qui a été inculpé et il devra sortir du Panama. Dès qu'il quittera le Panama, dès qu'il tombera, les relations entre le Panama et les Etats-Unis s'amélioreront de façon considérable. Non seulement il est un trafiquant de stupéfiants, mais à lui seul, il a réussi à mettre à bas l'expression de la libre volonté du peuple panaméen, volonté exprimée lors d'élections libres, et équitables. M. Noriega a lui-même envoyé ses bataillons pour battre le vice-président élu et pour entraver la volonté du peuple qui avait été exprimée. Ce qui est tout à fait

président élu et pour entraver la volonté du peuple qui avait été exprimée. Ce qui est tout à fait inadmissible surtout à une époque où le monde se dirige de plus en plus vers une évolution démocratique.\

QUESTION.- Monsieur le Président Mitterrand, j'aimerais vous demander si vous avez parlé de la Chine ? Et j'aimerais aussi demander ce que vous pensez de la décision du Président Bush d'envoyer ses émissaires en Chine récemment ?

- Monsieur Bush, puis-je vous demander si vous avez eu, si vous vous êtes posé des questions par la suite sur la façon dont cela s'est passé, et le fait que l'on ait porté un toast en l'honneur de vos émissaires lorsqu'ils étaient en Chine ?

- LE PRESIDENT.- Je vous remercie de cette question. J'aurais dû vous le dire dans ma présentation, en effet nous avons parlé de la Chine à l'initiative du Président Bush qui lui-même a formé le souhait de pouvoir nous exprimer sa pensée à ce sujet et les raisons de sa démarche. Donc je pense que vous pourriez maintenant l'entendre.

- M. BUSH.- Je ne me suis pas posé la question après coup sur ce qui a été fait, je n'ai pas regretté. Je connais bien la Chine. Et il faut tout écouter lorsque l'on porte un toast. Il faut regarder tous les mots qui sont dits, il faut les analyser. Je donne mon soutien à cette mission vigoureusement entreprise par le Général Scowcroft et M. Gelbert et qui a été initiée à ma demande. Je n'en dirai pas plus, sauf que j'espère qu'elle donnera des résultats positifs. Nous avons déjà vu des indications en ce sens et là encore, connaissant la Chine, je crois qu'il faut du temps, qu'il faut laisser jouer le temps. Il s'agit de plus d'un milliard d'âmes. Et je ne veux pas faire davantage de tort à ce milliard de personnes et je crois que nous avons entrepris un pas important. Le temps seulement nous permettra de voir quels seront les résultats de cette mission et la réaction de l'équipe dirigeante chinoise.\

QUESTION.- Monsieur Bush, y a-t-il un accord entre la France et les Etats-Unis pour ralentir M. Kohl dans sa poussée vers la réunification ?

- M. BUSH.- Non.

- QUESTION.- Puis-je avoir votre réponse, est-ce qu'il y a un accord ou une concordance de pensée entre la France et les Etats-Unis pour ralentir M. Kohl ?

- LE PRESIDENT.- Il y a une grande concordance de pensée entre les Etats-Unis et la France sur ce sujet spécialement. Pour "ralentir" l'action du Chancelier Kohl, c'est une affaire particulière. Ce que nous pensons simplement, c'est que tout doit s'inscrire comme on l'a dit à Strasbourg dans le respect des traités et des principes d'Helsinki, que présentement il existe deux états, que si l'évolution se précipite, il serait bon que les responsables allemands contribuent à faire avancer en même temps les constructions parallèles indispensables au nouvel ordre, au nouvel équilibre européen : communauté, CSCE, etc...

- Le Chancelier Kohl me l'a répété encore hier puisque nous étions ensemble en Suisse. Il le répète sans arrêt, il n'y a pas lieu d'en douter. Je n'ai pas fixé de calendrier à l'inspiration qui est celle de tous les Allemands, et en particulier de la mienne, de la réunification. Donc, je ne bouscule pas l'événement, même si je l'espère, il doit se conformer à l'ensemble des traités et des accords qui président aujourd'hui à l'équilibre européen. Je n'exprime pas de plainte particulière. Le Chancelier Kohl est un Allemand, un patriote allemand, il a forcément des réflexes qui ne sont pas les miens. Mais l'essentiel, lorsque nous sommes ensemble, et que nous nous exprimons notre qualité de responsables de nos pays, et que nous dessinons une démarche sur laquelle nous pouvons nous mettre d'accord. Je verrai, au demeurant, le Chancelier Kohl, de nouveau le 4 janvier prochain, il viendra me voir en France.\

QUESTION.- Monsieur Bush, sur le sujet de la Chine, est-ce que vous pensez que les autres pays qui vont suivre dans la foulée des Etats-Unis qu'il convient maintenant d'alléger les sanctions à l'encontre de la Chine, qu'en pensez-vous ?

- M. BUSH.- Je pense que chaque pays doit décider par lui-même et que si je devais répondre oui ou non, je répondrais que non. Je pense qu'il faut attendre, voir comment vont se dérouler, comment vont évoluer les choses. C'est ce que nous faisons. Je crois que c'est la chose prudente à faire. Et pour ceux qui ont proposé que j'avais procédé à une normalisation des relations avec cette mission ont tort et sans réserve. Je dis sans réserve, je crois qu'il incombe aux autres pays

de décider par eux-mêmes.\

QUESTION.- La question évidemment de l'évolution à l'Est a été prépondérante aujourd'hui, mais la question de la non évolution à l'Est, je suppose, l'est également, la question de la Roumanie en particulier, est-ce qu'une position commune, est-ce qu'une action commune a été décidée ou sera décidée ?

- LE PRESIDENT.- Une position commune est vraiment facile à déterminer. C'est un régime que nous condamnons, ce sont des comportements qui sont inacceptables, même intolérables. Cela s'exerce dans le cadre de la Roumanie qui est un Etat souverain. Et nous déplorons la situation faite au peuple roumain. Nous espérons que le grand vent de liberté qui s'est emparé de tous les autres pays de l'Europe passera aussi par là. Donc, nos sentiments ne sont pas contestables. Pour le reste, je n'ai rien à ajouter.

- QUESTION.- Puis-je avoir votre réponse sur ce problème particulier de la Roumanie après le Président Mitterrand ?

- M. BUSH.- Ma réponse est idem, pareil au même. Nous pensons que la Roumanie est bien à la traîne de l'évolution et des mutations qui se font sentir. C'est bien dommage que la Roumanie continue à se comporter de la façon dont elle se comporte, mais espérons.\

QUESTION.- Monsieur le Président ma question s'adresse à vous, elle porte sur le Liban. Si le Général Aoun refuse de partir. Approuvez-vous une opération militaire contre le Général Aoun, avez-vous parlé de cette situation avec le Président Mitterrand ?

- M. BUSH.- Oui, nous avons parlé de la situation au Liban. Tous deux nous voulons éviter que soit versé un bain de sang. La position des Etats-Unis est que le Président Hraoui et le chef de gouvernement du Liban soient reconnus en tant que tels. D'un autre point de vue les choses se passeraient beaucoup mieux si le Général Aoun.. Je laisserai le soin au Président Mitterrand de répondre. Mais je puis dire que nous sommes d'accord et que nous faisons tout notre possible pour éviter un bain de sang. Nous avons donné notre soutien à l'accord tripartite. J'aimerais également rendre hommage aux efforts de la commission tripartite, sans lesquels ce processus n'aurait pas abouti. Alors espérons qu'ils pourront résoudre cette question sans qu'il y ait une très grande perte dans les vies humaines innocentes. Je déplore surtout à cette époque de l'année que le Liban connaisse un chagrin aussi fort.

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà dit ce que j'en pensais.\

QUESTION.- Je crois qu'il subsiste un désaccord s'agissant d'accepter ou non la proposition de M. Gorbatchev de faire passer les accords de la CSCE de 92 `1992` à 90 `1990`. Est-ce que vous avez pu vous influencer mutuellement ou réciproquement sur la question ? Sinon, pouvez-vous expliquer votre divergence d'opinion ?

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà déclaré, en particulier à Kiev, que j'étais d'accord pour que cette réunion ait lieu dès l'année prochaine, parce que je pense que les événements à l'allure où ils vont doivent être suivis d'au plus près. Mais je n'ai pas cherché à évangéliser le Président Bush. Je compte sur sa propre réflexion.

- M. BUSH.- Ceci exprime tout à fait ce que je pense. Lorsque j'ai pu parler à M. Gorbatchev, nous avons parlé de la possibilité de faire aboutir l'accord sur les forces classiques, et de faire un sommet sur les forces classiques en Europe. Nous avons exprimé une certaine ouverture d'esprit sur la conférence sur les forces classiques en Europe. La discussion était très productive à ce propos avec le Président de la France pour mieux comprendre la situation. Pardon. Le Président Gorbatchev n'a pas soulevé cette question lors de ses entretiens de Malte avec moi. Aujourd'hui c'était une discussion intéressante. A ce sujet je comprends les espoirs du Président Mitterrand à la suite de cette discussion.

- QUESTION.- Est-ce que vous êtes en désaccord quant à savoir si l'OTAN ou la CSCE doit être l'enceinte qui convient pour l'alliance, pour parler justement des mutations, des changements en cours en Europe de l'Est ?

- LE PRESIDENT.- Ce sont deux lieux de rencontre également importants. Pour l'instant l'avantage de la CSCE est qu'elle réunit tous les pays d'Europe, tous. Ce qui n'est pas le cas de l'OTAN qui est l'expression d'une alliance. C'est pourquoi sans doute, il nous est proposé de faire

évoluer l'OTAN. Mais nous n'en sommes pas là. Il faut traiter avec les réalités d'aujourd'hui. La réalité d'aujourd'hui, c'est que tous les pays d'Europe débattent au sein de la CSCE et que c'est donc souhaitable. Ce qui n'est pas du tout contradictoire avec un nouveau comportement ou une nouvelle démarche de l'OTAN dont nous aurons à discuter. Nous ne sommes pas assez avancés sur ce terrain pour que je puisse vous en dire davantage.

- M. BUSH.- Moi, je dirai simplement qu'il y a plusieurs enceintes, il y a la CSCE, la Communauté européenne, l'OTAN, les sept pays industrialisés. Il y a toute une gamme de groupes, d'associations, de pays qui s'intéressent à une évolution pacifique en Europe. Il ne s'agit donc pas de savoir s'il faut privilégier une enceinte par rapport à l'autre. Je veux simplement dire que le Président de la France l'a très bien dit.

- QUESTION.- J'aimerais vous poser la question suivante. Estimez-vous qu'au fur et à mesure que le besoin d'avoir un bouclier nucléaire américain se replie ou diminue, la position dominante ou dirigeante des Etats-Unis au sein de l'OTAN va également prendre du recul ?

- LE PRESIDENT.- Cela se discutera entre nous. On ne peut préjuger pratiquement aucune issue à une situation particulièrement mouvante. C'est évident que si les risques de conflit et d'antagonisme entre les deux blocs diminuent, le contenu militaire de ces alliances doit changer. Je ne peux pas vous répondre autre chose.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pensez-vous que l'évolution rapide en Europe de l'Est, va avoir des retombées ou va déborder dans d'autre partie du monde, surtout en Afrique du Sud et par exemple ici dans la Caraïbe et à Cuba ?

- LE PRESIDENT.- Vous posez une question qui est un peu un rébus. C'est vrai que l'échec des systèmes de l'Europe de l'Est doit naturellement se répercuter sur les autres régions du globe où se système a été imité. C'est vrai, c'est probable. Je vois un pays comme le Bénin qui vient de faire savoir officiellement qu'il renonçait à ses définitions et à ses critères marxistes-léninistes par exemple. Mais je ne saurai préjuger, je le répète, les réactions de l'ensemble des pays auxquels vous pensez.

- M. BUSH.- Je crois que cela entrainera des changements.\

QUESTION.- Vous avez rencontré M. Gorbatchev, très longuement récemment, j'imagine qu'il vous a beaucoup parlé de ses difficultés qu'il rencontre à l'intérieur de son pays. Est-ce que vous avez le sentiment qu'il sera encore là après l'hiver ?

- M. BUSH.- Oui.

- LE PRESIDENT.- Oui, et même au-delà. Je le souhaite et j'espère ne pas me tromper.

- QUESTION.- Ma question est pour le Président des Etats-Unis d'Amérique. Monsieur le président, mikhaïl Gorbatchev parle assez souvent de son idée de maison commune européenne. Est-ce qu'il y a une place pour vous, les Américains, dans cette maison commune, quel type de maison voulez-vous éventuellement, quel genre de maison, quel modèle ? Pouvez-vous nous dire cela ?

- M. BUSH.- Je crois que même M. Gorbatchev reconnaît qu'il y a un rôle pour les Etats-Unis dans cette maison commune européenne. Nous parlons d'une Europe libre dans sa totalité, lui parle d'une maison européenne commune. Il nous parle de la participation continue des Etats-Unis. Donc, je n'entends pas, c'est suggéré par certains pays que les Etats-Unis devraient se découpler de l'Europe. Même les pays du bloc soviétique ne le disent pas. Je sais que les pays d'Europe de l'Est - du moins les dirigeants avec lesquels j'ai eu des entretiens, entre autre la Pologne et la Hongrie - ne le disent pas. Je ne pense pas que vous allez voir à la suite de ces changements dynamiques une tendance à essayer de repousser, à expulser les Etats-Unis de l'Europe. Il y aura certaines pressions isolationnistes qui vont voir le jour dans notre pays. Et je lutterai contre ces pressions, parce que je ne veux pas que nous soyons découplés de l'Europe. Je ne veux pas que nous nous retirions de l'Europe. Au contraire, je veux que nous travaillions de concert avec la Communauté ainsi que je l'ai dit et ainsi que le secrétaire Baker l'a réitéré. Donc, je ne pense pas vraiment qu'il y a une pression à nous faire désengager de l'Europe.\

QUESTION.- Ma question s'adresse à M. George Bush, en revenant sur la question du Panama. Noriega bien évidemment vous avez l'intention de le chasser, mais on sait que lorsque vous étiez responsable de la CIA, lui collaborait également à la CIA. Ne pensez-vous pas que votre marge de

responsable de la CIA, lui collaborait également à la CIA. Ne pensez-vous pas que votre marge de manoeuvre à ce sujet est très étroite ?

- M. BUSH.- Effectivement elle est très étroite, et cela n'a rien à voir avec la CIA. Je crois que c'est une marge de manoeuvre très étroite, c'est bien dit. Mais cela ne réduit en rien notre détermination à faire en sorte que le peuple panaméen puisse obtenir ce qu'il veut, c'est d'avoir une forme démocratique de gouvernement. Et cela ne réduit pas ma détermination à ce que ce trafiquant de stupéfiant inculpé soit effectivement traduit en justice.\

QUESTION.- Monsieur le Président, alors que vous amorcez le prochain cycle budgétaire aux Etats-Unis, pouvez-vous confirmer à notre intention que vous envisagez des vraies coupes du budget militaire américain. Et vu l'allure de cette réunion, pouvez-vous nous faire part de vos réflexions. Lorsque vous envisagez des compressions budgétaires, est-ce que c'est la suite de contraintes dues à la loi, ou est-ce au contraire, à la suite de l'évolution en Europe de l'Est ?

- M. BUSH.- Je crois que l'évolution en Europe de l'Est pousse certains à suggérer que nous pouvons effectivement réduire de façon considérable notre budget militaire. Je résiste à cette tendance. Je ne veux pas vous donner de chiffres définitifs, le budget de toute façon ne sera mis sous forme définitive et sous forme administrative qu'au début de la semaine prochaine.

- Je peux vous donner des montants en dollars, des compressions des coûts qui vont être opérés. Il y a des endroits où l'on peut faire des économies, des zones où on peut faire des économies, on le fera, mais je résiste à ce point de vue euphorique comme quoi nous n'avons plus besoin d'une défense vigoureuse, ferme. Nous en avons besoin, je pense que nos amis européens le comprennent. J'aimerais aller de l'avant, en ce qui concerne la maîtrise des armements, par exemple pour les conférences sur les réductions des armes stratégiques et classiques et on doit aller au-delà même. Mais comme vous le savez nous avons donné pour instructions au Pentagone, de mener des analyses très sérieuses, pour voir quelle sera la nature des forces militaires qui sont requises pour l'avenir, de faire la meilleure analyse, la meilleure évaluation possible de la menace future. C'est une chose qui se fait en ce moment même, mais je ne voudrais pas, je ne pense pas que l'administration va proposer des réductions spectaculaires du budget militaire. J'espère qu'un jour à l'avenir nous pourrions avoir des forces composées, structurées de façons différentes, et déployées de façons différentes. Nous n'allons pas nous désengager unilatéralement vis à vis de nos amis au sein de l'OTAN, sans consultations sérieuses. Nous n'allons pas nous retirer, nous désister par rapport à nos obligations et nos engagements ailleurs. Nous revoyons le budget militaire, vu l'évolution en cours.\

LE PRESIDENT.- Il est impossible de prolonger cette conférence de presse. Une dernière question.

- QUESTION.- J'aimerais demander au Président Mitterrand, avez-vous au nom de la Communauté, invité les Etats-Unis à se joindre ou à être membres de cette banque pour la reconstruction européenne, et j'aimerais demander au Président Bush quelle est la position américaine, s'agissant d'une participation éventuelle à cette banque.

- LE PRESIDENT.- J'ai dit au Président Bush que j'avais précisément signé à Paris, juste avant mon départ, la lettre par laquelle j'invite les Etats-Unis d'Amérique à prendre part à la constitution du capital et à la gestion et la direction de cette banque. La même lettre est partie dans beaucoup d'autres directions car il ne s'agit pas d'une banque de la communauté mais d'une banque qui va beaucoup plus loin qui s'adresse aux 24, à tous ceux qui le voudront et qui le pourront, y compris aux pays de l'Europe de l'Est et particulièrement à l'Union soviétique dès lors qu'ils consentiraient à faire l'effort nécessaire. M. Gorbatchev m'a déjà donné son accord.

- M. BUSH.- Nous en avons parlé, nous avons exprimé un intérêt très vif à ce propos. Nous avons décidé d'en parler plus longuement. Les Etats-Unis s'intéressent vivement à cette proposition, s'intéresseraient à participer à cette banque, mais au point où nous en sommes, il faudrait en savoir plus long sur le détail. Nous donnerons une réponse. Nous pouvons dire d'ores et déjà, que nous nous intéressons de façon positive à cette proposition.

- LE PRESIDENT.- J'ai prévu une réunion déjà au point de départ du travail le 15 janvier prochain, d'ici là nous aurons certainement reçu les réponses qui conviennent.\